

Monde

L'Union des tribunaux islamiques accuse l'Ethiopie d'intrusions en Somalie. **La contagion somalienne menace la Corne de l'Afrique**

Par Christophe AYAD
jeudi 22 juin 2006

L'irrésistible montée en puissance des islamistes en Somalie, dont certains membres seraient proches d'Al-Qaeda, est en train de transformer la Corne de l'Afrique en poudrière et de faire de la Somalie le dernier champ de bataille du grand jeu de go de la « guerre contre le terrorisme ». Depuis quelques jours, la tension est extrême entre les nouveaux maîtres de Mogadiscio, l'Union des tribunaux islamiques, et l'Ethiopie voisine. Les islamistes accusent Addis-Abeba depuis plusieurs jours de mener des incursions en territoire somalien. Une chose est sûre, beaucoup de troupes sont massées côté éthiopien de la frontière, notamment pour combattre une guérilla locale. En retour, l'Ethiopie s'est plainte des « activités provocatrices » des islamistes dans la bourgade de Beledweyne, à 40 km de la frontière éthiopienne : à l'appel de la population, les islamistes y ont établi un tribunal... et une base militaire. Ce qui leur permet de couper le gouvernement fédéral de transition (GFT), basé à Baïdoa, de ses bases arrière... en Ethiopie.

Puissance chrétienne. L'entrée en scène d'Addis-Abeba était prévisible : intronisée gardienne « antiterroriste » de la Corne de l'Afrique par les Etats-Unis depuis le 11 septembre 2001, l'Ethiopie est une grande puissance « chrétienne » que l'arrivée au pouvoir de fondamentalistes musulmans à ses portes ne peut laisser indifférente. Enfin, les deux pays ont été en conflit dans les années 70 sur la province éthiopienne de l'Ogaden, que l'ex-dictateur somalien Siad Barré revendiquait.

Surtout, c'est l'Ethiopie qui « gère » le dossier somalien au niveau africain et international. Soutenue par Washington, elle a mis à bas la précédente tentative d'installation d'un pouvoir central, celui du président Abdulkassim Salat Hassan, trop soutenu par les pays arabes et les islamistes à son goût. L'actuel GFT, et surtout son président Abdullahi Yusuf Ahmed, aussi faibles qu'incompétents, ont été mis en place en 2004 par l'Ethiopie avec la bénédiction internationale, en fait surtout occidentale. Il y a dix ans, Abdullahi Yusuf Ahmed, qui était l'homme fort du Puntland, avait chassé les islamistes du parti al-Ittihad de son fief et de la ville de Luuq, avec l'aide de l'Ethiopie et sans ménagement. Aujourd'hui, l'ex-chef militaire d'al-Ittihad et actuel homme fort des tribunaux islamiques, Hassan Dahir Aweys, est en passe de prendre sa revanche. Depuis la prise de Mogadiscio, le 5 juin, les islamistes se sentent pousser des ailes : ils ont chassé de Djohar les chefs de guerre soutenus par les Américains et visent Baïdoa afin d'étendre leur emprise sur tout le pays et de venir à bout de la treizième tentative de mettre en place un pouvoir central en quinze ans de guerre civile.

A Addis-Abeba, qui milite pour l'envoi d'une force de paix africaine, la tentation d'intervenir en faveur du GFT et du Président est grande, malgré les dénégations officielles. Mais une telle stratégie serait très risquée et pourrait entraîner un engagement accru, aux côtés des islamistes, de l'Erythrée hostile à l'Ethiopie et des pays du Golfe, malgré l'embargo de l'ONU sur les armes allégrement violé de part et d'autre. « *L'Ethiopie veut une Somalie convalescente : ni trop forte, ni trop anarchique, résume un humanitaire. Mais elle a trop de problèmes intérieurs pour se risquer à intervenir directement.* »

Fiasco. A Washington, la déconfiture des chefs de guerre, dont deux d'entre eux ont fui à bord d'un navire de l'US Navy, ne peut laisser l'administration Bush indifférente. Prenant acte de ce premier fiasco, elle mise désormais sur un mélange de diplomatie et de guerre de l'ombre. Alors que le chef du Centcom, le général John Abizaid, était lundi à Addis-Abeba pour s'entretenir de « *lutte contre le terrorisme* », Washington a mis sur pied en toute urgence un « groupe de contact » à l'ONU sur la Somalie. Il comprend, outre les Etats-Unis, l'UE, la Norvège, la Suède, le Royaume-Uni, l'Italie et la Tanzanie. « *A part la Tanzanie, dont on ne comprend pas ce qu'elle fait là, c'est une alliance purement occidentale*, explique la même source. *Exactement ce qu'il fallait faire si on veut transformer ce conflit en choc des civilisations.* » La Ligue arabe, et en particulier le Yémen qui avait proposé sa médiation, a protesté contre sa mise à l'écart. Le Soudan, qui a ses entrées chez les islamistes somaliens, vient de remettre en selle le « camp arabo-musulman » en organisant la première rencontre directe, hier soir à Khartoum, entre les tribunaux islamiques et le gouvernement fédéral.

<http://www.libération.fr/page.php?Article=392252>